



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 1822

### Texte de la question

#### SOMMET DE COPENHAGUE

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Philippe Martin. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat. Au lendemain du sommet de Copenhague, Mme Jouanno a déclaré que " la machine avait été relancée ". À écouter les scientifiques et les ONG présents à Copenhague, ce serait plutôt la " machine du réchauffement climatique " qui a été relancé ! (*Murmures sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Roy. Il a raison !

M. Philippe Martin. Les résultats du sommet sont, en effet, décevants et il serait trop facile de se réfugier derrière les pesanteurs de l'ONU pour expliquer cet échec.

En réalité, entre les engagements du Président de la République et les résultats, le fossé est profond. Il voulait un accord contraignant or il n'y a pas d'accord. Il voulait se battre à mort pour la mise en place d'une organisation mondiale de l'environnement : celle-ci n'a pas été créée. Il voulait mettre le paquet sur les financements et, mis à part quelques gestes, ceux-ci sont très éloignés des sommes que les États ont consacré au renflouement des banques.

Un doute demeure quant à la diplomatie présidentielle - tous azimuts, mais solitaire -, qui a désarçonné nos partenaires, ceux de l'Union européenne comme ceux des pays africains.

Monsieur le ministre d'État, il reste aujourd'hui une chance qui s'appelle l'Europe. (*Murmures sur les bancs du groupe GDR.*)

Que comptez-vous faire pour que l'Europe s'engage maintenant et unilatéralement à réduire non de 20 %, mais de 30 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 ? C'est à ce prix que l'espoir renaîtra et qu'il sera démontré que la planète n'a pas été mise entre parenthèses à Copenhague. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

M. Patrick Roy. Et du refroidissement !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*. Monsieur le député, force est de constater que le sommet de Copenhague - mais le processus se poursuivra à Bonn, Mexico et Rio - n'a pas été le Grenelle mondial comme il y a eu un Grenelle français de l'environnement. Nous partageons ce point de vue. Ce résultat nous permet, du reste, de mesurer l'écart entre un pays comme la France qui, de manière apaisée, consensuelle et dans une union sacrée, s'est fixé des objectifs et des ambitions qu'elle réalise, et les difficultés rencontrées au plan international sur un sujet qui nous touche tous : le climat.

Il ne s'agit pas de rejeter la faute sur l'ONU, mais de constater qu'un processus qui exige l'accord de 192 pays pour avancer - avec des intérêts divergents entre grands pays pétroliers, pays très pauvres, pays industrialisés - n'est pas en mesure de produire un accord.

M. Alain Néri. Alors, il ne faut pas rouler des mécaniques !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. Monsieur Martin, vous avez évoqué la diplomatie française. Dans cette enceinte, il y a plusieurs mois déjà, je vous ai dit que le processus traditionnel de l'ONU, qui exige l'unanimité, ne permettrait pas d'aboutir à un accord, mais qu'il faudrait que la magie opère à Copenhague et que les chefs d'État et de gouvernement y soient physiquement présents. Jusqu'ici, ce ne fut jamais le cas. Nous y sommes parvenus grâce au président français (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Si la France ne l'avait pas souhaité, si la France n'avait pas été présente...

M. le président. Merci, monsieur le ministre d'État.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. ...s'il n'y avait pas eu ces longues nuits de négociations, il n'y aurait eu aucun résultat ni sur la forêt, ni concernant les pays pauvres...

M. le président. Merci, monsieur le ministre d'État.

## Données clés

**Auteur :** [M. Philippe Martin](#)

**Circonscription :** Gers (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1822

**Rubrique :** Environnement

**Ministère interrogé :** Écologie, énergie, développement durable et mer

**Ministère attributaire :** Écologie, énergie, développement durable et mer

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 23 décembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 décembre 2009